

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de New Richmond | 05070 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Cyr, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de New Richmond pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

Date

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de Ville de New Richmond

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de New Richmond (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, à l'exception du partenariat qui a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernant ses activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avions fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.*¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

New Richmond, 25 avril 2025

¹CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A115974

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Revenus			
Taxes	1	6 635 639	6 798 977
Compensations tenant lieu de taxes	2	149 353	160 495
Quotes-parts	3		
Transferts	4	897 648	6 097 495
Services rendus	5	1 402 446	1 538 746
Imposition de droits	6	127 120	207 534
Amendes et pénalités	7		
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	35 870	47 931
Autres revenus	10	479 284	595 539
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 727 360	15 446 717
			14 897 535
Charges			
Administration générale	14	1 680 986	1 800 537
Sécurité publique	15	552 850	648 428
Transport	16	1 481 648	2 352 721
Hygiène du milieu	17	1 305 153	2 045 137
Santé et bien-être	18	69 750	61 388
Aménagement, urbanisme et développement	19	756 907	1 149 386
Loisirs et culture	20	1 780 058	2 507 189
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	761 427	848 042
Effet net des opérations de restructuration	23		1 254 950
	24	8 388 779	12 667 778
	25	1 338 581	2 778 939
Excédent (déficit) lié aux activités			1 236 986
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26		38 126 852
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		36 889 866
Solde redressé	28		38 126 852
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		38 126 852
		40 905 791	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	422 020
Débiteurs (note 5)	2	7 376 112
Prêts (note 6)	3	12 917
Placements de portefeuille (note 7)	4	320 060
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	12 917
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	291 785
Autres actifs financiers (note 8)	7	8 131 109
	8	7 752 998
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	1 282 415
Emprunts temporaires (note 9)	10	110 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 764 615
Revenus reportés (note 11)	12	867 839
Dette à long terme (note 12)	13	22 782 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	311 180
Autres passifs (note 14)	15	303 065
	16	27 311 669
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 180 560)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	59 967 898
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	103 784
Stocks de fournitures	20	27 432
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	49 381
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 228
	23	60 102 342
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	40 921 782
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	38 126 852
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	8 660
	27	38 135 512
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 338 581	2 778 939
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	² (	) (	7 040 475) (
Produit de cession	³		79 499
Amortissement	⁴		2 566 464
(Gain) perte sur cession	⁵		(73 439)
Réduction de valeur / Reclassement	⁶		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	⁷		5 428 864
	⁸		960 913
Variation des propriétés destinées à la revente	⁹		
Variation des stocks de fournitures	¹⁰		21 949
Variation des actifs incorporels achetés	¹¹		
Variation des autres actifs non financiers	¹²		38 247
	¹³		60 196
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	¹⁴		7 331
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	¹⁵		(39 447)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 338 581	3 807 379
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	¹⁷		(22 987 939)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	¹⁸		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	¹⁹		
Solde redressé	²⁰		(22 987 939)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(19 180 560)	(22 987 939)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	8 660
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	7 331
Autres	4.1	8 660
▪	5.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	6	7 331
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	8 660
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	15 991

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 778 939	1 236 986
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 566 464	2 999 284
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(73 439)	(113 376)
▪ Restructuration	3.2	1 167 614	
	4	6 439 578	4 122 894
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 773 697)	(9 218)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	489 181	483 123
Revenus reportés	8	693 370	(17 577)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(65 640)	(65 640)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(39 981)	(11 591)
Autres actifs non financiers	12	38 247	(27 853)
	13	5 781 058	4 474 138
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 040 475)	2 895 356)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	79 499	203 989
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 960 976)	(2 691 367)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(7 478)	7 478)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(32 203)	252 542)
Cession	22		
	23	(39 681)	(260 020)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	643 300	5 094 354
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 724 482)	1 834 162)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 282 415	(3 662 458)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	30 559	(46 446)
Autres			
▪ Réduction (augmentation) de valeur	28.1	18 740	6 804
	29	250 532	(441 908)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(969 067)	1 080 843
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 391 087	310 244
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 391 087	310 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	422 020	1 391 087

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

- Parc régional Petite-Capitale : 0 % (100 % en 2023) (voir note 28)
- Société de Développement Économique de New Richmond Inc. : 100 %
- Corporation de Développement touristique de New Richmond Inc. : 100 %

b) Partenariats

- Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles Avignon-Bonaventure : 13,116 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies:

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures (a) : de 2,5 à 6,67%

Bâtiments : 2,5% à 4 %

Véhicules : de 5% à 10%

Ameublement et équipement de bureau : de 10% à 20%

Machinerie, outillage et équipement : de 5% à 10%

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 2 à 55 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge au titre des avantages sociaux futurs pour les régimes de retraite à prestations déterminées est constituée d'une charge de base et d'une charge à titre d'intérêts.

L'écart entre la valeur projetée des actifs de la caisse de retraite et la valeur projetée de l'obligation au titre des prestations constituées, plus ou moins les pertes ou les gains actuariels non amortis, donne lieu à la présentation à l'état de la situation financière d'un actif ou d'un passif au titre des avantages sociaux futurs. Dans le cas d'un actif, il est présenté net d'une provision pour moins-value s'il y a lieu, afin d'en limiter la valeur aux surplus du régime dont l'employeur pourra bénéficier avec certitude par le biais de futurs remboursements ou congés de cotisations.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:
 - Avantages sociaux futurs :
 - Mesure d'allègement pour gains ou pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur une période maximale de 15 ans;
- Mesures d'allègement fiscal transitoires:
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes;
 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS):
 - Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en actions cotées sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements en actions cotées sur un marché actif sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

N/A

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différencierées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribués à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	80 498
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	341 522
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	422 020
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	() (170)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	422 020
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	298 557
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	367 394

Note

Les placements à court terme portent intérêt au taux de 3,10 %, renouvelables annuellement et sont rachetables en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 934 929 \$ (924 872 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 43 309 \$ (32 335 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9	216 399
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	7 562
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 701 391
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	156 622
Organismes municipaux	13	41 998
Autres		
▪ Recouvrement de tiers	14.1	252 140
▪ Autres	14.2	1 107
	15	7 376 112
		6 057 209
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 288 210
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	1 288 210
		1 857 868
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	985 012
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 222 420
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	762 721
Ministère de la Culture et des Communications	25	579 600
Autres ministères/organismes	26	1 151 638
	27	6 701 391
		5 445 015

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,63 % à 2,22 % (1,63 % à 3,26 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	12 917
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	12 917
		12 917
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	19 323
Autres placements	34	30 586
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	300 737
Autres placements	36	261 199
	37	320 060
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	291 785
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	300 737
	261 199	

Note

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités d'après-fermeture du site d'enfouissement sont composés d'actions cotées sur un marché actif d'un montant de 2 292 904 \$, ce qui représente un montant de 300 737 \$ pour la Ville (13,116 %).

8. Autres actifs financiers

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

10. Créditeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	547 177
Salaires et avantages sociaux	44	204 509
Dépôts et retenues de garantie	45	788 601
Provision pour contestations d'évaluation	46	394 208
Autres		
▪ Autres -Gouvernement du Canada et ses entreprises	47.1	311 214
▪ Autres -Organisme municipaux	47.2	505 293
▪ Autres -Intérêts courus sur la dette à long terme	47.3	19 613
	48	224 328
	1 764 615	2 478 777

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres		
▪ Autres	54.1	707 473
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	25 416
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	
Autres contributions des promoteurs	60	
Fonds de redevances réglementaires	61	
Autres		
▪ Revenus perçus d'avances	62.1	160 366
	63	431 594
		867 839
		457 010

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,31	9,26	2025	2029	64	22 565 451
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68	
Autres	5,70	5,70	2025	2025	69	386 354
					70	22 951 805
						27 236 087
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (169 250)(199 809)	
					72 22 782 555	27 036 278

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets	Autres dettes à long terme			Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	
2025	73		4 168 618		386 354 4 554 972
2026	74		3 342 166		3 342 166
2027	75		5 739 929		5 739 929
2028	76		6 146 536		6 146 536
2029	77		2 702 020		2 702 020
2030 et plus	78		466 182		466 182
	79		22 565 451		386 354 22 951 805
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81		22 565 451		386 354 22 951 805

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		83	(311 180)
		84	(311 180) (376 820)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		86	74 755 74 555
Régimes à cotisations déterminées		87	112 976 103 308
Autres régimes (REER et autres)		88	
Régimes de retraite des élus municipaux		89	14 270 15 157
		90	202 001 193 020

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	303 065
Autres		282 052
▪	93.1	
	94	303 065
		282 052
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	282 052
Passifs engagés	96	282 052
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	21 013
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	303 065
		282 052

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville et de son partenariat concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

- Sites d'enfouissement :

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	7,45 %
Période d'actualisation	De 0 à 84 ans
Taux d'inflation	2 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	54 ans
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	30 ans

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 31 180 398 \$, ce qui représente un montant de 4 089 621 \$ pour la Ville (13,116 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	101	10 852 632	19 515	10 872 147
Eaux usées	102	13 307 781	19 515	13 327 296
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	29 643 433		29 643 433
Autres				
▪ Autres	104.1	19 445 138	159 504	15 579 488
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	22 814 211	409 986	7 383 143
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108	4 726 836	509 935	878 867
Ameublement et équipement de bureau	109	1 635 933	21 517	899 950
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 507 237	12 314	3 551 858
Terrains	111	1 226 457		10 837
Autres	112	605 863		605 863
	113	110 765 521	1 152 286	16 749 809
Immobilisations en cours	114	60 713	5 888 189	5 948 902
	115	110 826 234	7 040 475	16 749 809
				101 116 900
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	116	4 661 993	271 107	4 933 100
Eaux usées	117	5 866 135	332 944	6 199 079
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	9 881 461	714 540	10 596 001
Autres				
▪ Autres	119.1	7 282 950	227 024	3 364 358
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	12 999 534	561 825	4 096 538
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123	2 993 830	181 411	659 797
Ameublement et équipement de bureau	124	1 251 246	28 720	613 305
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 957 631	112 412	2 580 887
Autres	126	2 643	136 481	139 124
	127	49 897 423	2 566 464	11 314 885
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	60 928 811		59 967 898
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130 () () (
Valeur comptable nette	131			

Note

Suite à une opération de restructuration, un montant net de 5 428 864 \$ a été inscrit dans la colonne ajustement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	103 784
	135	103 784
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	103 784
		103 784

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais reportés	143.1	3 228
Autres		
▪	144.1	
	145	3 228
		41 475

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'un contrat d'enlèvement des ordures, de collecte et de tri des matières recyclables, échéant en 2025, à verser un montant de 354 556 \$ au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat de location de photocopieurs échéant en 2027 à verser un montant de 22 727 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 10 101 \$ en 2025, 2026 et à 2 525 \$ en 2027.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'Office municipal d'habitation de New Richmond, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

La Ville de New Richmond a adhérée à la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investie au nom des MRC de la région dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la Ville comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2033, prévoyant la perception de loyers totalisant 442 121 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 88 234 \$ en 2025, à 85 026 \$ en 2026, à 69 018 \$ en 2027, à 59 085 \$ en 2028 et à 56 308 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Club Nautique de New Richmond Inc.	148.1	27 747	
	149	27 747	
	150	27 747	

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Actif financiers en souffrance	\$	\$
Moins de un an	535 390	552 223
Entre un an et deux ans	31 997	52 409
Entre deux et trois ans	-	-
Plus de trois ans	<u>362 076</u>	<u>20 479</u>
Sous-total	929 463	625 111
Moins : provision pour créances douteuses	<u>(85 000)</u>	-
Total	844 463	625 111

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les placements à court terme et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) aurait donné lieu à une augmentation ou une diminution de l'excédent (du déficit) de l'exercice d'environ 229 518 \$ (environ 270 363 \$ au 31 décembre 2023). Cette variation n'aurait toutefois pas d'incidence significative sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La Ville est exposée au risque de prix autre en raison des actions cotées sur un marché actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10 % (10 % au 31 décembre 2023) est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2024 n'aurait pas été significative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit:

	Moins de 1an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 764 615	-	-	-
Emprunts temporaires	1 282 415	-	-	-
Dette à long terme	5 097 449	10 285 043	9 322 375	625 823
Total	8 144 479	10 285 043	9 322 375	625 823

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les placements de portefeuille évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les actifs financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actions cotées sur un marché actif est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture.

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 450 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Opération de restructuration

Le 1er janvier 2024, les droits, obligations, actifs et passifs de l'organisme contrôlé Parc régional Petite-Cascapédia ne sont plus consolidés dans les états financiers de la Ville. Cette cession de responsabilités vient du fait qu'à partir du 1er janvier 2024, la Ville ne contrôle plus l'organisme. Les résultats pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 ne sont pas inclus dans les résultats des organismes contrôlés consolidés.

Les actifs et les passifs cédés le 1er janvier 2024 se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	\$
Actifs financiers	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 337
Débiteurs	<u>454 794</u>
Total des actifs financiers	<u>542 131</u>
Passifs	
Emprunts temporaires	110 000
Créditeurs et charges à payer	1 182 333
Revenus reportés	282 541
Dette à long terme	<u>3 203 100</u>
Total des passifs	<u>4 777 974</u>
Actifs financiers nets (dettes nettes)	<u>(4 235 843)</u>
Actifs non financiers	
Immobilisations corporelles	5 428 864
Stocks de fournitures	<u>61 930</u>
Total des actifs non financiers	<u>5 490 794</u>
Actif net transféré présenté à titre d'effet net des opérations de restructuration	1 254 951

29. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Un changement dans les principales hypothèses utilisées pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des obligations liées à la mise hors service d'immobilisation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	6 770 002	6 635 639	6 798 977		6 798 977
Compensations tenant lieu de taxes	2	146 219	149 353	160 495		160 495
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 129 341	897 648	992 451	3 210	995 661
Services rendus	5	1 245 171	1 040 559	1 181 112	399 966	1 538 746
Imposition de droits	6	357 619	127 120	207 534		207 534
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	31 293	28 000	33 757	14 174	47 931
Autres revenus	10	488 940	479 284	473 968	94 261	473 968
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	10 168 585	9 357 603	9 848 294	511 611	10 223 312
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 540 995		5 101 834		5 101 834
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	70 000		121 571		121 571
Autres	18	228 734				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 839 729		5 223 405		5 223 405
	22	12 008 314	9 357 603	15 071 699	511 611	15 446 717
Charges						
Administration générale	23	1 622 403	1 646 265	1 701 179	49 605	49 753
Sécurité publique	24	641 127	552 850	557 652	90 776	648 428
Transport	25	1 630 709	1 481 648	1 463 682	889 039	2 352 721
Hygiène du milieu	26	938 843	1 070 102	1 122 195	608 884	356 390
Santé et bien-être	27	61 134	69 750	61 388		61 388
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 115 190	756 907	1 069 468	174 179	1 149 386
Loisirs et culture	29	1 880 275	1 780 058	1 895 078	612 111	2 507 189
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	681 845	730 372	760 764	87 278	848 042
Effet net des opérations de restructuration	32				1 254 950	1 254 950
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 366 570		2 424 594 (	2 424 594)	
	34	10 938 096	8 087 952	11 056 000		1 748 371
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 070 218	1 269 651	4 015 699	(1 236 760)	2 778 939

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1 1 070 218	1 269 651	4 015 699	(1 236 760)	2 778 939
Moins : revenus d'investissement	2 (1 839 729)	()	(5 223 405)	()	5 223 405)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 (769 511)	1 269 651	(1 207 706)	(1 236 760)	(2 444 466)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (dédire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4 2 366 570		2 424 594	141 870	2 566 464
Produit de cession	5 203 989		79 499		79 499
(Gain) perte sur cession	6 (113 376)		(73 439)		(73 439)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8 2 457 183		2 430 654	141 870	2 572 524
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14 6 804		18 740		18 740
	15 6 804		18 740		18 740
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 185 773		336 587		336 587
Remboursement de la dette à long terme	17 (1 243 845)	()	(1 232 965)	(1 245 860)	(1 279 942)
	18 (1 058 072)	()	(1 232 965)	(909 273)	(34 082)
					(943 355)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (10 393)	()	()	95 204)	()
Excédent (déficit) accumulé				()	95 204)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 60 000		36 431		36 431
Excédent de fonctionnement affecté	21				
Réserves financières et fonds réservés	22 (253 043)		(36 686)	(38 266)	(38 266)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23 (74 755)		(74 755)	(128 419)	(203 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25 (278 191)	()	(36 686)	(171 794)	(128 419)
	26 1 127 724	()	(1 269 651)	1 368 327	(20 631)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 358 213		160 621	(1 257 391)	(1 096 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 839 729	5 223 405	5 223 405
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2	(127 745)(	88 548)(	)(88 548)
Sécurité publique	3	(20 911)()()()
Transport	4	(269 263)(	6 439 233)(	)(6 439 233)
Hygiène du milieu	5	(77 801)(	8 031)(	)(8 031)
Santé et bien-être	6)()()()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(10 177)(	42 872)(	)(42 872)
Loisirs et culture	8	(1 533 944)(	461 791)(	)(461 791)
Réseau d'électricité	9)()()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10)()()()
	11	(2 039 841)(	7 040 475)(	)(7 040 475)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12	()()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13	(7 478)(	7 478)(	)(7 478)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 466 932	493 789	493 789
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	10 393	95 204	95 204
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	18 005	79 889	79 889
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	167 095	150 989	150 989
	19	195 493	326 082	326 082
	20	1 615 106	(6 228 082)	(6 228 082)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 454 835	(1 004 677)	(1 004 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023	2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	951 277	16 368	405 652
Débiteurs (note 5)	2	5 876 766	7 537 843	99 600
Prêts (note 6)	3	12 917	12 917	12 917
Placements de portefeuille (note 7)	4	30 586	19 323	300 737
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	6 871 546	7 586 451	805 989
				8 131 109
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 282 415	1 282 415
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 312 838	1 727 399	298 547
Revenus reportés (note 11)	12	174 469	867 839	867 839
Dette à long terme (note 12)	13	22 742 692	21 726 150	1 056 405
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	376 820	311 180	311 180
Autres passifs (note 14)	15			303 065
	16	24 606 819	25 914 983	1 658 017
	17	(17 735 273)	(18 328 532)	(852 028)
				(19 180 560)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	54 835 205	59 445 025	522 873
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	103 784	103 784	103 784
Stocks de fournitures	20	17 462	17 462	9 970
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 038		3 228
	23	54 957 489	59 566 271	536 071
				60 102 342
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 068 313	1 112 439	355 217
Excédent de fonctionnement affecté	25			1 467 656
Réserves financières et fonds réservés	26	367 394	298 557	298 557
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(904 958)	(1 041 991)	(153 633)
Financement des investissements en cours	28	(396 430)	(1 446 575)	(1 446 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	37 087 897	42 315 309	(533 532)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			41 781 777
	31	37 222 216	41 237 739	15 991
				15 991
Obligations contractuelles (note 19)				40 921 782
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 464 609	2 412 998	2 469 702
Autre	2	2 415 837		
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	630 410	572 163	582 378
Autres	4	548 416		
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 047 784	4 719 954	4 780 715
Autres biens et services	8	3 053 776		
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme				
à la charge				
De l'organisme municipal	9	719 372	701 181	788 328
D'autres organismes municipaux	10			845 288
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11		58 589	58 589
D'autres tiers	12			102 853
Autres frais de financement	13	11 000	994	1 125
Autres frais de financement	13	63 640		
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	214 777	165 527	165 527
Transferts	15			210 039
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 424 594	2 566 464
Actifs incorporels achetés	20			2 366 570
Autres				
▪ Autres	21.1		1 254 950	4 054 130
	22	8 087 952	11 056 000	12 667 778
				13 660 549

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 467 656
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3	298 557
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 195 624)
Financement des investissements en cours	5	(1 446 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	41 781 777
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	15 991
	8	40 921 782
		38 135 512

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 112 439	1 068 313
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	355 217	(963 392)
	11	1 467 656	104 921

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale	■	12.1	
	■	13	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	■	14.1	
	■	15	
	■	16	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	234 184
Organismes contrôlés et partenariats	22	348 487
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	48 714
Organismes contrôlés et partenariats	26	3 248
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 659
Autres		
■	30.1	
	31	298 557
	32	298 557
		367 394

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ())()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ())()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ())()
Autres	37 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()	269 632)(344 386)
Assainissement des sites contaminés	39 ()	269 632)(344 386)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	40 ())()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	41 ()	153 633)(282 052)
Autres	42 ())()
▪	43.1 ())()
	44 ()	423 265)(626 438)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ())()
Utilisation du fonds de roulement	46 ())()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ())()
Utilisation du fonds de roulement	48 ())()
Autres		
▪	49.1 ())()
	50 ())()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ())()
Mesure relative à la COVID-19	52 ())()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()	178 296)(168 683)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ())()
Autres		
▪ Autres	55.1 ()	763 265)(2 726 821)
	56 ()	941 561)(2 895 504)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	169 202
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	167 621
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	167 621
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	167 621
Autres		
▪	61.1	167 621
	62	169 202
	63 ()	1 195 624)(3 354 321)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	601 877
Investissements à financer	65	(2 048 452)(
	66	(1 446 575)
		973 648)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	59 967 898
Propriétés destinées à la revente	68	103 784
Prêts	69	12 917
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	19 323
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	30 586
	72	60 103 922
Ajustements aux éléments d'actif	73	61 076 098
	74	60 103 922
		61 076 098
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75	(22 782 555)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(169 250)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 288 210
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	1 857 868
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	3 332 783
	80	(18 330 812)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	(8 667))(
	82	(18 322 145)(
	83	41 781 777
		19 679 477)
		(8 667))
		19 670 810)
		41 405 288

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	-	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ())()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	_____
Autres avantages sociaux futurs	54	_____

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif mixte, soit une partie à prestations déterminées et une à cotisations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

En vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec), le promoteur et les participants doivent financer le régime de retraite de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions du régime de retraite. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle périodique aux fins de capitalisation. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectué en date du 31 décembre 2021.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans avec possibilité de retraite avant ou après cet âge.

Les prestations de retraite sont calculées à partir du nombre d'années de service, multiplié par 2 % par année de services.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(376 820)
Charge de l'exercice	56	(74 755)(74 555)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	140 395
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(311 180) (376 820)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(311 180) (376 820)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63	(311 180) (376 820)
Provision pour moins-value	64	()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(311 180) (376 820)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	74 755
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	74 555
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	74 755
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	74 755
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoue le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	1
------------------------------------------	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif mixte, soit une partie à prestations déterminées et une à cotisations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans avec possibilité de retraite avant ou après cet âge.

Les prestations de retraite sont établies en fonction du rendement du régime.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	112 976
	110	103 308

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111
------------------------------------------------	-----

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 234
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	14 270
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	15 157
	121	14 270
		15 157

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 954 954	5 067 519	5 122 965
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	482 519	493 073	489 554
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8	338 716	347 169	374 373
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 776 189	5 907 761	5 986 892
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	173 810	175 176	173 723
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	671 890	678 427	572 410
Autres				
▪ Unité d'entrepôt	16.1	9 750	9 750	9 750
Centres d'urgence 9-1-1	17		23 863	23 863
Service de la dette	18	4 000	4 000	6 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	859 450	891 216	783 110
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	859 450	891 216	783 110
	27	6 635 639	6 798 977	6 770 002

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	22 455	21 180	22 774
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	5 048	5 048	5 048
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31		34 646	32 692
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	120 477	98 191	84 276
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	147 980	159 065	144 790
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 373	1 430	1 429
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 373	1 430	1 429
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	149 353	160 495	146 219

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		3 210	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	294 011	322 242	322 242
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	23 428	23 428	23 428
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	348	715	715
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78		4 922	4 922
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			90 019
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	46 181	40 593	40 593
Activités culturelles				137 971
Bibliothèques	84			
Autres	85	161 382	209 822	209 822
Réseau d'électricité	86			230 820
	87	525 350	601 722	604 932
				874 072

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	5 025 373	5 025 373	394 258
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	76 461	76 461	1 238 490
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	5 101 834	5 101 834	1 632 748

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	164 445	164 145	199 341
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			8 595
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	207 853	207 852	62 294
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		18 732	18 732
	139	372 298	390 729	390 729
TOTAL DES TRANSFERTS	140	897 648	6 094 285	2 777 050

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	32 365	39 456	306 046
Matières recyclables				109 237
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	32 365	39 456	306 046
				109 237

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	97 981	97 981	97 981
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	97 981	97 981	97 981
Réseau d'électricité	183			
	184	130 346	137 437	404 027
				207 218

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	207 443	245 504	245 504
	188	207 443	245 504	295 906
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	18 800	24 119	24 119
	194	18 800	24 119	64 036
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	9 381	39 329	39 329
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	9 381	39 329	39 329
				12 300
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210		90 687	19 153
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	3 000	2 940	2 940
	214	3 000	2 940	93 627
				22 153

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	12 000	12 754	13 111
	224	12 000	12 754	13 111
				15 520
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	659 589	719 029	719 029
	228	659 589	719 029	719 029
				2 590 432
Réseau d'électricité				
	229			
	230	910 213	1 043 675	1 134 719
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 040 559	1 181 112	1 538 746
				3 207 565

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	23 120	25 450	25 450
Droits de mutation immobilière	233	72 000	166 654	166 654
Droits sur les carrières et sablières	234	32 000	15 430	15 430
Autres	235			22 711
	236	127 120	207 534	357 619
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	28 000	33 757	47 931
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		73 439	73 439
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			113 376
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	52 000		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		121 571	121 571
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			70 000
Contributions des organismes municipaux	246	127 284	132 973	132 973
Autres contributions	247			86 115
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	300 000	267 556	267 556
	250	479 284	595 539	1 335 230
				1 604 721
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	199 153	199 189	199 189	201 906	190 148
Greffé et application de la loi	2	261 572	255 746	255 746	255 746	253 505
Gestion financière et administrative	3	384 262	415 259	49 605	464 864	511 900
Évaluation	4	165 880	116 630	116 630	116 630	179 992
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Autres	6.1	635 398	714 355	714 355	714 355	625 137
	7	1 646 265	1 701 179	49 605	1 750 784	1 707 258
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	371 900	395 487	395 487	395 487	375 102
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	180 950	162 165	90 776	252 941	378 695
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	552 850	557 652	90 776	648 428	753 797
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	905 864	1 038 966	857 588	1 896 554	1 915 154
Enlèvement de la neige	15	495 916	346 171	31 451	377 622	470 478
Éclairage des rues	16	44 666	48 043		48 043	38 380
Circulation et stationnement	17	18 815	14 115		14 115	70 219
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 387	16 387		16 387	9 846
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 481 648	1 463 682	889 039	2 352 721	2 504 077

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	8 900	19 533	19 533	19 533	26 589
Réseau de distribution de l'eau potable	24	179 111	178 705	274 615	453 320	422 597
Traitement des eaux usées	25	38 148	36 019	83 777	119 796	122 540
Réseaux d'égout	26	166 529	163 316	250 492	413 808	391 651
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	193 378	298 233	298 233	294 393	167 980
Élimination	28	300 602	293 471	293 471	590 356	319 602
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	179 434	61 344	61 344	61 344	66 021
Tri et conditionnement	30		67 039	67 039	67 039	59 774
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	4 000	4 535	4 535	4 535	3 821
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39				21 013	
	40	1 070 102	1 122 195	608 884	1 731 079	2 045 137
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	69 750	61 388	61 388	61 388	61 134
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	69 750	61 388	61 388	61 388	61 134

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	152 387	150 754	28 359	179 113	161 808
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	38 836	42 295		42 295	44 688
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	405 085	477 767	145 820	623 587	529 326
Tourisme	50	160 399	155 918		155 918	154 623
Autres	51		240 000		240 000	89 198
Autres	52	200	2 734		2 734	51
	53	756 907	1 069 468	174 179	1 243 647	1 149 386
						924 349
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	7 300	8 700		8 700	8 700
Patinoires intérieures et extérieures	55	230 638	291 903	172 535	464 438	464 438
Piscines, plages et ports de plaisance	56	371 277	356 540	142 724	499 264	499 264
Parcs et terrains de jeux	57	226 083	278 922		278 922	262 989
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	78 714	79 544	72 086	151 630	151 630
	61	914 012	1 015 609	387 345	1 402 954	1 402 954
						4 013 326
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	82 268	83 929	5 335	89 264	89 264
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	783 778	795 540	219 431	1 014 971	1 014 971
	67	866 046	879 469	224 766	1 104 235	1 104 235
	68	1 780 058	1 895 078	612 111	2 507 189	5 117 578

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	719 372	701 181	701 181	788 328	898 448
Autres frais	71		58 589	58 589	58 589	49 693
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	11 000	994	994	1 125	63 640
	74	730 372	760 764	760 764	848 042	1 011 781
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				1 254 950	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		2 424 594 (	2 424 594)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de New Richmond | 05070 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	4 016	4 016	42 128	
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4	4 016	4 016		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 820 433	2 820 433	289 291	
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	106 522	106 522		
Autres infrastructures	11	42 872	42 872	184 846	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13				
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 518 850	3 518 850	951 554	
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	509 935	509 935	375 367	
Ameublement et équipement de bureau	18	21 517	21 517	21 349	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	12 314	12 314	175 306	
Terrains	20				
Autres	21			855 515	
	22	7 040 475	7 040 475	2 895 356	

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	4 016	4 016	42 128
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 016	4 016	
Autres infrastructures	5	2 969 827	2 969 827	474 137
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 062 616	4 062 616	2 379 091
	12	7 040 475	7 040 475	2 895 356

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 640		2 356
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 365 579	643 300	4 355 568
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	25 378 219	643 300	4 357 924
				21 663 595
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 857 868		569 658
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	1 857 868		569 658
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15	1 857 868		569 658
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	1 857 868		569 658
	19	27 236 087	643 300	4 927 582
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	27 236 087	643 300	4 927 582
				22 951 805

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	21 726 150
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 048 452
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
▪		
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 288 210
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	601 877
Autres	11.1	
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	21 884 515
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	1 056 405
Endettement net à long terme	14	22 940 920
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	22 940 920
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 940 920
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	165 880	116 630	116 630
Autres	3			179 992
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	32 510	32 510	32 510
Sécurité civile	6			30 047
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 387	16 387	16 387
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	214 777	165 527	165 527
				210 039

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	7 040 475
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	7 040 475
		2 039 841

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹	
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	13 078,00	515 669	115 263	630 932
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	35,00	10 171,00	314 223	90 282	404 505
Cols bleus	4	28,00	40,00	55 806,00	1 439 166	339 536	1 778 702
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	41,00		79 055,00	2 269 058	545 081	2 814 139
Élus	9	7,00			143 940	27 082	171 022
	10	48,00			2 412 998	572 163	2 985 161

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2				
Réseau de distribution de l'eau potable	3	23 428			23 428
Traitement des eaux usées	4				
Réseaux d'égout	5				
Autres	6	790 258	5 101 834	173 843	4 922
	7	813 686	5 101 834	173 843	4 922
					6 070 857
					6 094 285

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	53 252
	4	53 252
		43 546
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	3 339
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	3 339
		3 449
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	259 615
Enlèvement de la neige	12	7 897
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	267 512
		233 068
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	34 833
TraITEMENT des eaux usées	19	
Réseaux d'égout	20	34 833
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	69 666
		71 468
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	6 300
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	6 041
Autres	36	
	37	12 341
		8 867
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	339 405
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	15 249
	41	354 654
		49 864
Réseau d'électricité		
	42	321 447
	43	760 764
		681 845

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Dubé	1.1	Maire	55 863	19 422	
Jean-Pierre Querry	1.2	Conseiller	7 888	3 944	
Jean Cormier	1.3	Conseiller	8 197	4 098	
Jacques Rivière	1.4	Conseiller	8 197	4 098	
Pamela Dow	1.5	Conseiller	7 888	3 944	
Maryse Soucy	1.6	Conseiller	8 197	4 098	
Nathalie Clark	1.7	Conseiller	7 888	3 944	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ \$ 450 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$ 15 430 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Crédances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Crédances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice

24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

44 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

46 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

48 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

50 \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

51 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
69 _____ 265 868 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
70 _____ 189 074 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif
72 _____ 449 907 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
75 _____ \$
 - Systèmes de drainage
76 _____ \$
 - Abords de routes
77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
78 _____ 449 907 \$
 - b) Dépenses d'investissement
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
80 _____ \$
 - c) Total des frais encourus admissibles
81 _____ 638 981 \$
 - d) Description des dépenses d'investissement
 - Relativs à l'entretien d'hiver :
 - Relativs à l'entretien d'été :
 - e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
 - f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | | |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|--------------------------------------------------------------|
| a) | Numéro de la résolution | 82 | 369-12-24 |
| b) | Date d'adoption de la résolution | 83 | 2024-12-02 |
| 14. | La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i> | 84 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement : | | |
| a) | Numéro de la résolution | 85 | |
| b) | Date d'adoption de la résolution | 86 | |
| 15. | Règlement d'application de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1) | | |
| | <i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année</i> | | |
| a) | Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) | Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |
| | <i>Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année</i> | | |
| c) | Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 1 |
| d) | Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) | Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) | Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) | Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |
| | <i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i> | | |
| h) | Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 153 |
| i) | Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 77 |
| j) | Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
Si oui, les <i>Normes comptables pour le secteur public</i> exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-24 16:01

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de New Richmond | 05070 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus					
Fonctionnement	1	10 168 585	9 357 603	9 848 294	511 611
Investissement	2	1 839 729		5 223 405	
	3	12 008 314	9 357 603	15 071 699	511 611
					15 446 717
Charges	4	10 938 096	8 087 952	11 056 000	1 748 371
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 070 218	1 269 651	4 015 699	(1 236 760)
Moins : revenus d'investissement	6	(1 839 729)()	()	5 223 405)()	(5 223 405)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(769 511)	1 269 651	(1 207 706)	(1 236 760)
					(2 444 466)
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 366 570		2 424 594	141 870
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	185 773		336 587	
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 243 845)()	1 232 965)()	1 245 860)()	34 082)()
Affectations					
Activités d'investissement	11	(10 393)()	()	95 204)()	(95 204)
Excédent (déficit) accumulé	12	(267 798)	(36 686)	(76 590)	(128 419)
Autres éléments de conciliation	13	97 417		24 800	
	14	1 127 724	(1 269 651)	1 368 327	(20 631)
					1 347 696
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	358 213		160 621	(1 257 391)
					(1 096 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2023	2024		2023
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	951 277	16 368	422 020
Débiteurs	2	5 876 766	7 537 843	7 376 112
Prêts	3	12 917	12 917	12 917
Placements de portefeuille	4	30 586	19 323	320 060
Autres	5			
	6	6 871 546	7 586 451	8 131 109
				7 752 998
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		1 282 415	1 282 415
Créditeurs et charges à payer	9	1 312 838	1 727 399	1 764 615
Revenus reportés	10	174 469	867 839	867 839
Dette à long terme	11	22 742 692	21 726 150	22 782 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	376 820	311 180	311 180
Autres	13			303 065
	14	24 606 819	25 914 983	27 311 669
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(17 735 273)	(18 328 532)	(19 180 560)
				(22 987 939)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	54 835 205	59 445 025	59 967 898
Autres	17	122 284	121 246	134 444
	18	54 957 489	59 566 271	60 102 342
				61 123 451
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 068 313	1 112 439	1 467 656
Excédent de fonctionnement affecté	20			
Réserves financières et fonds réservés	21	367 394	298 557	298 557
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(904 958)(	1 041 991)(	1 195 624)(
Financement des investissements en cours	23	(396 430)	(1 446 575)	(1 446 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	37 087 897	42 315 309	41 781 777
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			41 405 288
	26	37 222 216	41 237 739	15 991
				8 660
				38 135 512

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale	1.1	
▪	2	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	
	4	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale	5.1	
▪	6	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	8	234 184
Organismes contrôlés et partenariats	9	348 487
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	10	48 714
Organismes contrôlés et partenariats	11	3 248
Fonds local d'investissement	12	
Fonds local de solidarité	13	15 659
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14.1	15 659
Autres	15	298 557
	16	367 394

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 21 884 515
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 22 940 920
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
	Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5 21 653 311	25 365 579
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6 10 284	12 640
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 1 288 210	1 857 868
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	
	11 22 951 805	27 236 087

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	12 6 770 002	6 635 639	6 798 977	6 798 977
Compensations tenant lieu de taxes	13 146 219	149 353	160 495	160 495
Quotes-parts	14			
Transferts	15 1 129 341	897 648	992 451	995 661
Services rendus	16 1 245 171	1 040 559	1 181 112	1 538 746
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17 357 619	127 120	207 534	207 534
Autres	18 520 233	507 284	507 725	521 899
	19 10 168 585	9 357 603	9 848 294	10 223 312
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22 1 540 995		5 101 834	5 101 834
Autres	23 298 734		121 571	121 571
	24 1 839 729		5 223 405	5 223 405
	25 12 008 314	9 357 603	15 071 699	15 446 717

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 646 265	1 701 179	49 605	1 750 784	1 800 537
Sécurité publique						1 707 258
Police	2	371 900	395 487		395 487	375 102
Sécurité incendie	3	180 950	162 165	90 776	252 941	252 941
Autres	4					378 695
Transport						
Réseau routier	5	1 465 261	1 447 295	889 039	2 336 334	2 494 231
Transport collectif	6	16 387	16 387		16 387	16 387
Autres	7					9 846
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	392 688	397 573	608 884	1 006 457	963 377
Matières résiduelles	9	677 414	724 622		724 622	1 017 667
Autres	10					617 198
Santé et bien-être	11	69 750	61 388		61 388	61 134
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	152 387	150 754	28 359	179 113	161 808
Promotion et développement économique	13	565 484	873 685	145 820	1 019 505	925 244
Autres	14	39 036	45 029		45 029	44 739
Loisirs et culture	15	1 780 058	1 895 078	612 111	2 507 189	2 507 189
Réseau d'électricité	16					5 117 578
Frais de financement	17	730 372	760 764		760 764	848 042
Effet net des opérations de restructuration	18					1 011 781
	19	8 087 952	8 631 406	2 424 594	11 056 000	12 667 778
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		2 424 594 (	2 424 594)		13 660 549
	21	8 087 952	11 056 000		11 056 000	12 667 778

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 839 729	5 223 405	5 223 405
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 039 841)(	7 040 475)(	7 040 475)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	7 478)(	7 478)(	7 478)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 466 932	493 789	493 789
Affectations				
Activités de fonctionnement	5	10 393	95 204	95 204
Excédent accumulé	6	185 100	230 878	230 878
	7	1 615 106	(6 228 082)	(6 228 082)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 454 835	(1 004 677)	(1 004 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14